

(suppression de l'orchestre radiophonique de la région de Toulouse) [7 octobre 1955] (p. 4870).

CATOIRE (M. Jules), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription) (M. R. P).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [14 novembre 1951] (F. n° 53), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission des affaires économiques [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 314), [18 janvier 1955] (F. n° 482). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [30 janvier 1953] (F. n° 226), [31 janvier 1955] (F. n° 490). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté européenne du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé Vice-Président de cette Commission [16 juillet 1953] (F. n° 278), [5 mars 1954] (F. n° 358), [11 mars 1955] (F. n° 506). — Est nommé membre du Comité de contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [16 mars 1954] (F. n° 364).

Dépôts :

Le 13 septembre 1951, une proposition de loi tendant à établir la « Charte de l'Habitat », n° 1097. — Le 6 novembre 1951, une proposition de loi tendant à préciser les conditions dans lesquelles les propriétaires peuvent demander le remboursement des taxes locatives, prestations et fournitures individuelles, en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 1259 (rectifié). — Le 8 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les textes réglementaires fixant les modalités d'application de l'allocation de logement, n° 1444. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisa-

tion de la sécurité sociale dans les mines, en faveur des ouvriers mineurs qui ont atteint l'âge de 13 ans entre le 1^{er} janvier 1914 et le 1^{er} août 1914, n° 2442. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 204 du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines en faveur des ouvriers mineurs qui ont été prisonniers civils pendant la guerre 1914-1918, n° 2444. — Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour étendre le bénéfice du régime spécial de la sécurité sociale minière aux travailleurs de l'Union française, et à faire bénéficier les travailleurs qui ont participé à la reconstruction des exploitations minières sinistrées par suite de la guerre 1939-1945 des mêmes avantages que leurs camarades qui ont effectué les mêmes travaux après la guerre 1914-1918, n° 2649. — Le 28 mars 1952, une proposition de loi tendant à assujettir au régime spécial de la Sécurité sociale dans les mines les personnels des charbonnages de France, des services centraux des houillères, des services commerciaux et agences de ventes, des unions régionales de sociétés de secours minières et de la caisse de retraites des employés des mines, n° 3105. — Le 9 avril 1952, une proposition de loi relative à l'affiliation au régime spécial de la Sécurité sociale dans les mines de certains ouvriers des entreprises travaillant pour le compte des exploitations minières, n° 3269. — Le 20 mai 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux mineurs qui justifient de trente années de services, dont au moins vingt années accomplies au fond, de bénéficier, sur leur demande et sans condition d'âge, d'une pension de retraite, n° 3368. — Le 20 juin 1952, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de l'article 206 du décret du 27 novembre 1946 relatif aux travaux de reconstitution, n° 3763. — Le 10 juillet 1952, une proposition de loi tendant à modifier l'article 73 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 4092. — Le 9 décembre 1952, une proposition de loi tendant à octroyer une dispense de versements plus étendue aux ouvriers qui ont été réformés au cours de la guerre 1914-1918 par suite de blessures ou de maladies contractées pendant les hostilités et qui n'ont pu, de ce fait, reprendre le travail à la mine

immédiatement après leur démobilisation ou leur réforme, n° 5018. — Le 17 novembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier l'article 158 du décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 afin de faire bénéficier les veuves des travailleurs de la mine des avantages accordés aux veuves des fonctionnaires civils et militaires par l'article 55 du Code des pensions civiles et militaires, n° 7187. — Le 9 décembre 1953, une proposition de loi tendant à modifier le décret n° 46-2769 du 27 novembre 1946 concernant les retraites minières, n° 7412. — Le 26 mars 1954, une proposition de loi tendant à rendre valables les accords à intervenir entre propriétaires et locataires pour la modernisation et l'exploitation des installations de chauffage, n° 8158. — Le 29 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 6554) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 8182. — Le 11 août 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis (n° 8826) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 9145. — Le 11 août 1954, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution (n° 8948) de M. Paul Reynaud et plusieurs de ses collègues tendant à décider, en application de l'article 14, alinéa 4, du Règlement, la création d'une Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires, n° 9146. — Le 28 mars 1954, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, modifié par le Conseil de la République, adopté avec modification par l'Assemblée Nationale dans sa 2^e lecture, modifié par le Conseil de la République dans sa 2^e lecture relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les mines, minières et carrières, n° 10528. — Le 6 octobre 1955, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever de 20 0/0 les retraites minières, à porter les pensions de réversion aux deux tiers de la pension du mari et à accorder immédiatement, avec effet rétroactif du 1^{er} janvier 1955, une indemnité d'attente de 1.000 francs par mois aux

retraités, de 500 francs aux veuves et de 375 francs aux orphelins, n° 11545.

Interventions :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'intégration des instituteurs des houillères dans l'enseignement public : *Son amendement relatif aux majorations et allocations à accorder aux intéressés anciens combattants ou pères de famille* [20 mars 1953] (p. 2062 et suiv.); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'équilibre du fonds d'encouragement aux textiles nationaux [17 juillet 1953] (p. 3577). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Etat A, Chap. 3131 : *Institut national de la statistique (Insuffisance du personnel)* [26 novembre 1953] (p. 5584); Etat C, Chap. 8401 : *Amendement de M. Dronne tendant à réserver le chapitre relatif au versement aux producteurs de textiles (Insuffisance du taux de la taxe d'encouragement)* (p. 5591, 5592); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, Etat D : *Son amendement tendant à prévoir l'aide de la C.E.C.A. pour la réadaptation de la main-d'œuvre* [10 décembre 1953] (p. 6431); **INDUSTRIE ET COMMERCE**, amendé par le Conseil de la République, Art. 8, Etat D : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la contribution versée à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* [31 décembre 1953] (p. 7242); — d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Nécessité de révision des contrôles des sociétés nationales)* [2 décembre 1953] (p. 5858); — du projet de loi relatif aux **COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR** (exercice 1954); Art. 44 : *Son amendement tendant à ramener le taux d'intérêt des prêts à 4,5 0/0 pour les Charbonnages de France* [12 décembre 1953] (p. 6625); — d'une proposition de loi sur l'étatisation d'entreprises publiques : *Discussion générale (Critique du contrôle dans les entreprises nationalisées, cas des houillères, différenciation entre les entreprises nationalisées, coopération avec le personnel, autonomie vis-à-vis de l'administration, le client principal contrôleur)* [11 mars 1954] (p. 812 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement : Suppression de l'abrogation des décrets du*

11 mai 1953 relatifs à la fusion et à la concentration des sociétés nationales d'assurances et de capitalisation (p. 814); Son amendement : Suppression de l'abrogation des décrets du 11 mai 1953 n° 53-416 relatif au conseil d'administration des services nationaux d'Electricité et de Gaz de France (p. 815); Son amendement (Délai d'un mois imparti au Gouvernement pour procéder à une codification du contrôle des entreprises nationalisées) (p. 815). — Son rapport sur les élections partielles du département du Maine, et-Loire (M. Sauvage) [11 juin 1954] (p. 2951). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Son article additionnel (Exploitation des gisements d'hydrocarbures avant l'octroi de la concession) [6 juillet 1954] (p. 3208); Son article additionnel (Imposition des fournitures d'eau chaude et d'air chaud utilisées pour le chauffage des immeubles) (p. 3211, 3212); le retire (p. 3212); — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à l'étatisation d'entreprises publiques; Art. 1^{er} bis : Amendement de M. Louvel (Droits des collectivités locales et des autorités concédantes en matière d'électricité et de gaz) [22 mars 1955] (p. 1818); — en deuxième lecture, du projet de LOI DE FINANCES pour 1955; Art. 14 : Son amendement (Maintien de la taxe sur le fuel pour la sauvegarde des charbonnages) [17 mai 1955] (p. 2844 à 2846); — du projet de loi relatif à la retraite des ouvriers mineurs : Discussion générale [22 novembre 1955] (p. 5906).

CATRICE (M. Jean), Député du Nord [2^e circonscription] (M. R. P.).

Son élection est validée [2 août 1951] (p. 6169). — Est nommé vice-président de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 7), [9 février 1954] (F. n° 343), [20 janvier 1955] (F. n° 483). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482); de la Commission de la presse [20 janvier 1953] (F. n° 216). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération économique et du programme de relèvement

européen [21 septembre 1951] (F. n° 46). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Communauté du charbon et de l'acier [3 juin 1953] (F. n° 263), [5 mars 1954] (F. n° 358), [2 février 1955] (F. n° 492). — Est nommé secrétaire de cette Commission [16 juillet 1953] (F. n° 278), [5 mars 1954] (F. n° 358), [11 mars 1955] (F. n° 506). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie, en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [8 juin 1954] (F. n° 394). — Est nommé par cette même Commission pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

Dépôts :

Le 13 février 1952, une proposition de résolution tendant à instituer un Grand Ministère de l'Economie nationale, organisme efficace de propulsion et d'expansion de l'économie française, n° 2648. — Le 6 mars 1952, une proposition de loi tendant à considérer comme enfants à charge, au point de vue fiscal, les jeunes gens morts pour la France, n° 2881. — Le 28 mars 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 1818) relatif à la ratification : 1° d'une convention sur la nomenclature pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers; 2° d'une convention sur la valeur en douane des marchandises; 3° d'une convention portant création d'un conseil de coopération douanière; 4° d'un protocole relatif au groupe d'études pour l'union douanière européenne, signés à Bruxelles le 22 décembre 1950, n° 3096. — Le 18 juillet 1952, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 2831) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord franco-soviétique du 3 septembre 1951 concernant leurs relations commerciales réciproques et le statut de la représentation commerciale de l'U.R.S.S. en France, n° 3719. — Le 24 juin 1952, une proposition de loi sur l'institution de commissions économiques régionales, correspondantes du Conseil Economique,